

Quelles formes de multi-/plurilinguisme pour la Suisse?

Georges Lüdi | Basel

Die *Schweizerische Post* gehört zu den nationalen Betrieben, die eine historische und kulturelle Bedeutung haben und die Mehrsprachigkeit bewusst pflegen. Ein Mitarbeiter kritisiert diese Praxis der sprachlichen Vielfalt und würde Englisch als Passepartout vorziehen. Ausgehend von diesem Beispiel, diskutiert Georges Lüdi die Frage der Kompatibilität zwischen Mehrsprachigkeit und „Priorität dem Englischen“. Dabei muss bedacht werden, dass die wachsende territoriale, d.h. institutionelle Mehrsprachigkeit die Minderheitensprachen in ihren Territorien zwar stärkt, aber generell zugunsten des Englischen wirkt. Zugleich herrscht eine „monolinguale“ Mentalität vor, wonach in einer Sprache korrekt geschrieben und gearbeitet werden muss, so dass eine Praxis der Mehrsprachigkeit kaum salonfähig werden kann. Zahlreiche Beobachtungen in vielfältigen Institutionen zeigen aber, dass eine derartige Praxis, jenseits des Englischen als *lingua franca*, möglich ist. Nur mit einer derartigen Praxis, die einen Mentalitätswandel voraussetzt, wird man eine Schweiz aus Sprachregionen vermeiden können, die sich gegenseitig den Rücken zuwenden und sporadisch in schlechtem Englisch kommunizieren.

Comme entreprise nationale, *La Poste Suisse* a adopté le principe du multilinguisme institutionnel. Elle communique dans la langue locale dans les trois grandes régions linguistiques et en anglais sur le plan international. Du jaune et du blanc avec un mot-clé qui se réfère aux valeurs fondamentales de la Poste communiquent l'image de la Poste en trois langues à travers tout le pays. Elle aspire à un équilibre entre des collaborateurs des différentes régions linguistiques. Les publications paraissent dans les trois langues nationales, certaines aussi en anglais. Pourtant, un collaborateur critique cette gestion des langues: «il est beau de voter sur l'apprentissage des langues, mais l'anglais est une langue de contact universelle; il s'impose donc comme seconde langue, comme c'est à l'école secondaire à Zurich. J'appuie la proposition selon laquelle l'anglais devrait devenir la langue véhiculaire au sein de l'entreprise. Ainsi, nous pourrions communiquer dans un idiome qui est une langue étrangère pour presque tout le monde.»

Ces deux positions — multilinguisme institutionnel et priorité à l'anglais — sont loin d'être

entièrement incompatibles; et c'est précisément ce qui est inquiétant.

Expliquons-nous. Le multilinguisme institutionnel repose sur le principe territorial: l'unilinguisme officiel des régions est destiné à sauvegarder et promouvoir les langues et cultures minoritaires. Les chiffres des recensements fédéraux 1990 et 2000 suggèrent que cet objectif n'est pas utopique, peut-être à l'exception du romanche: l'intégration linguistique des alloglottes fonctionne et l'homogénéité des régions linguistiques progresse. Si les bilingues sont nombreux, ils le sont toujours plus en combinaison avec une langue de l'immigration et de moins en moins dans les langues nationales. Or, la Poste préconise que dans des groupes mixtes — fréquent surtout au siège central — chacun puisse parler sa langue. Ce principe est, en principe, aussi valable pour les institutions politiques et scientifiques. Or, pour le rendre viable, il faudrait que les institutions ainsi que les systèmes éducatifs misent explicitement sur des compétences, au minimum passives, dans les autres langues nationales. C'est là que le bât blesse, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord un stéréotype tenace mène à une majoration, c'est-à-dire une exagération de l'importance du rôle de l'anglais. Selon cette opinion, cette langue suffirait, à elle seule, pour résoudre tous les problèmes de communication entre personnes de langues différentes. Par conséquent, les efforts et les coûts importants pour apprendre/enseigner d'autres langues représenteraient un mauvais investissement. Le spécialiste de l'éducation Franz Eberle ne soutenait-il pas encore récemment, dans un article de la NZZ, que l'accès à l'enseignement supérieur devrait se fonder sur des exigences standardisées en allemand (c'est-à-dire la langue officielle locale), en mathématiques et en anglais sans dire un mot d'autres langues? Cela équivaut à une minoration des langues nationales dont souffre notamment l'italien. Rien

Il s'agit de faire accepter des formes d'usage langagier en même temps imparfaites et plurilingues [...]. Ce n'est qu'à ce prix qu'on évitera une Suisse composée de régions linguistiques qui se tournent le dos — et communiquent sporadiquement en un mauvais anglais.

d'étonnant qu'une grande partie de l'opinion publique partage cette représentation sociale qui pèse lourd sur les mesures de gestion des instances responsables pour l'éducation (p. ex. concernant l'italien comme branche de maturité ou la formation professionnelle) et sur la motivation des apprenants.

Ensuite, un nombre croissant de responsables dans les sciences, l'économie et la culture n'a pas fait ses écoles en Suisse et ne parle donc pas de deuxième langue nationale. Mais même des Suisses — dont certains occupent des fonctions politiques nationales importantes — estiment leur maîtrise d'une deuxième langue nationale insuffisante pour la pratique. Par ailleurs, des jeunes parlant des langues de l'immigration peuvent être dispensés des classes de la seconde langue nationale (mais en général pas de celles d'anglais) pour faciliter leur intégration linguistique. Par conséquent, des membres de commissions, des chercheurs et même des recrues en provenance de régions linguistiques différentes choisissent-ils fréquemment la langue soi-disant neutre que serait l'anglais pour communiquer entre eux.

Troisièmement — et c'est peut-être la raison principale —, des représentations «unilingues» de la communication intercommunautaire freinent considérablement les mesures de gestion des langues de la part des institutions, des systèmes éducatifs, mais aussi des acteurs. «On» doit se servir d'une langue à la fois, en respectant des normes de correction exigeantes. «On» enseignera/apprendra donc les langues séparément, visera la perfection, sanctionnera les erreurs; et «on» n'osera pas parler la langue maternelle de son interlocuteur, surtout si celle-ci est réputée difficile comme le français ou l'allemand. Mieux vaut encore parler anglais, langue étrangère pour tous — et qui serait «facile».

Or, des alternatives existent. L'observation des pratiques langagières dans de nombreuses institutions (entreprises, armée, universités) a permis de falsifier l'hypothèse selon laquelle tout le monde parlerait anglais dès que les interlocuteurs ne partagent pas une langue commune. Les participants adoptent au contraire toute une gamme de stratégies différentes, et ils le font d'une manière hautement variable et dynamique, en évaluant et réajustant constamment les solutions choisies, qui vont de stratégies monolingues pures en passant par des stratégies de plurilinguisme monolingue jusqu'à des formes extrêmes

de mélange, voire de métissage. Par ailleurs, choisir une *lingua franca* ne signifie le plus souvent pas employer des formes «pures» de la langue en question — que ce soit l'anglais ou une autre langue —, mais des usages caractérisés par un fort degré d'hybridité.

Cela entraîne un regard nouveau sur ce que l'on appelle souvent la «compétence plurilingue», qui ne correspond pas à une simple addition de «systèmes linguistiques» (plus ou moins approximatifs) appréhendés chacun pour soi. Les répertoires plurilingues représentent bien plutôt un ensemble de ressources mobilisées par les locuteurs pour trouver des réponses locales à des problèmes pratiques, un ensemble indéfini et ouvert de microsystèmes, partiellement stabilisés et disponibles aussi bien pour le locuteur que pour ses interlocuteurs, qui peuvent provenir de différentes variétés d'une langue ou de plusieurs langues. Pour employer une image de Lévi-Strauss, on pourrait parler d'une «boîte à outils» pour bricoleurs. Les interlocuteurs ont recours à l'ensemble de leurs ressources linguistiques, que ce soit selon le modèle de la *lingua receptiva*, où chacun parle sa propre langue et est censé comprendre la/les langue(s) des autres, ou que ce soit en employant des formes originales de mélange entre les différentes langues. Nous citerons à ce propos un haut responsable d'une entreprise pharmaceutique bâloise qui disait, à propos de la réunion d'un jury: «c'est un mélange entre allemand bâlois et anglais, c'est en quelque sorte notre espéranto que nous avons maintenant trouvé» — et il semblait en être plutôt fier!

Sur le plan didactique, cela signifie exploiter la compétence d'acquisition plurilingue postulée et analysée, par exemple, par Mariana Bono, dans le cadre d'une pédagogie intégrée, qui existe bien sûr déjà. Mais il faut aussi et surtout travailler sur les représentations langagières des acteurs à tous les niveaux. Il s'agit de leur faire accepter des formes d'usage langagier en même temps imparfaites et plurilingues, et ceci non seulement en anglais *lingua franca* — où ils l'acceptent plus facilement —, mais aussi dans les langues nationales. Ce n'est qu'à ce prix qu'on évitera une Suisse composée de régions linguistiques qui se tournent le dos — et communiquent sporadiquement en un mauvais anglais. Le multilinguisme institutionnel est une condition, mais pas un moyen pour y arriver.

Georges Lüdi

Georges Lüdi est professeur émérite de linguistique française à l'Université de Bâle. Ses intérêts scientifiques couvrent les domaines de l'acquisition/enseignement des langues, du plurilinguisme, des aspects linguistiques de la migration ainsi que de la politique linguistique. Il est président de la Fondation Langues et Cultures.